



African Economic Conference 2007

"Opportunities and Challenges of Development for Africa in the Global Arena"
15-17 November 2007, Addis Ababa, Ethiopia

Dette et Financement du développement économique de la Guinée

Bailo Diallo,
Ministry of Economy, Planning and Finance, Guinea



African Development Bank Group



Economic Commission for Africa

**DETTE EXTÉRIEURE ET FINANCEMENT DU
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA GUINÉE**

**Par
Baïlo DIALLO**

Direction Nationale de l'Economie
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
Tel : (00224) 60 65 30 23
Email : baisankdiallo@yahoo.fr/ baisank@hotmail.com

septembre 2007

RESUME

Cette étude examine le lien entre la dette extérieure et le développement économique en Guinée. S'inspirant du modèle de Patillo et al. (2002), l'étude emploie la technique de cointégration pour les séries temporelles qui lui a permis d'aboutir au modèle à correction d'erreur pour la période 1972-2005. Les résultats indiquent que les ratios d'endettement sont négativement corrélés au taux de croissance du PIB par habitants donc au développement économique. Toutefois, de par son coefficient, l'accroissement du ratio de l'encours de la dette sur les exportations est l'une des principales causes des faibles performances économiques de la Guinée. Un endettement non soutenable étant un frein au développement croissance économique. Toutes les variables prises ensemble, ce sont le taux d'investissement et le développement du capital humain qui sont les principales sources de croissance tandis que le pays profite peu de son ouverture commerciale et de la dépréciation de sa monnaie. Ces résultats suggèrent des recommandations qui peuvent aider les autorités en matière de gestion de la dette en vue de jeter les bases d'un endettement soutenable dans les prochaines années et de stimuler la croissance économique en Guinée. Il s'agit entre autre de la gestion de la dette, du maintien de la stabilité macroéconomique, du renforcement des capacités institutionnelles et humaines et la diversification des exportations.

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF:	Augmented Dickey -Fuller
APD :	Aide Publique au Développement
ASS :	Afrique au Sud du Sahara
BCRG :	Banque Centrale de la République de Guinée
BM :	Banque Mondiale
DNDIP :	Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics
DNP :	Direction Nationale du Plan
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTS :	Droit sur Tirages Spéciaux
EDEXP :	Encours de la dette sur les Exportations
FMI :	Fonds Monétaire International
FRPC :	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
G-7 :	Les sept Pays les plus riches
GDF :	Global Development Finances
GNF :	Franc Guinéen
IDA :	International Development Association
MCE :	Modèle à Correction d'Erreur
MCO:	Moindres Carrés Ordinaires
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MSEGUI :	Modèle de Simulation Economique pour la Guinée
OCDE :	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OMD:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB :	Produit Intérieur Brut
PP :	Phillips-Perron
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
DSRP :	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
U.R.S.S:	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Dollar US:	Dollar américain
WBA:	World Bank Africa Development indicators
WDI:	World Development Indicators

SOMMAIRE

RESUME.....	i
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
SOMMAIRE	iii
I. INTRODUCTION GENERALE	1
1.1 Généralités.....	1
1.2 Problématique.....	2
II. ETUDE DE LA DETTE PUBLIQUE GUINEENNE.....	5
2.1 Caractéristiques de l'économie guinéenne	5
2.2 Etude de la dette intérieure.....	6
2.3 Etude de la dette extérieure	7
2.4 Initiatives en la matière	9
2.4.1 <i>Les solutions précédant l'Initiative PPTE</i>	9
2.4.2 <i>L'Initiative PPTE</i>	10
III. REVUE DE LA LITTERATURE.....	12
3.1 Cadre théorique	12
3.2 Etudes empiriques	13
IV : METHODOLOGIE.....	16
4.1 Spécification du modèle	16
4.2 Technique de l'estimation	17
4.3 Interprétations des résultats	20
V. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION	23
5.1 Recommandations	23
5.2 Conclusion.....	24
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	25
ANNEXES	27

I. INTRODUCTION GENERALE

1.1 Généralités

Dans les pays en voie de développement (PVD) comme ailleurs, la mobilisation des ressources financières est une condition nécessaire de tout processus de développement. C'est dans ce cadre que, dès le lendemain de leur indépendance, les pays africains dans la perspective de parvenir à développement économique et social se sont rendus compte que les infrastructures d'équipements et de productions déjà en place étaient insuffisantes pour amorcer un quelconque décollage économique. L'écart entre le besoin d'investissement nécessaire et les ressources disponibles était énorme. C'est pourquoi, la plupart ont dû se baser sur un fort endettement qu'ils doivent désormais gérer, l'augmentation des besoins ayant très vite dépassé les capacités de financement. Le phénomène de l'endettement est une conséquence naturelle des activités économiques. Il vient du fait que certains pays ou institutions ont des excédants financiers et d'autres des besoins de financements. L'endettement permet donc à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres disponibilités financières en empruntant des excédants de capitaux (Klein, 1994). La dette ainsi créée est supposée générer la croissance et le développement. Mais pour générer des ressources et pouvoir rembourser l'emprunt, ce dernier doit être utilisé de manière efficace et dans des secteurs productifs.

Encouragés par un contexte favorable (croissance rapide et taux d'intérêt peu élevés), les pays en voie de développement ont été amenés à avoir recours à de nombreux emprunts auprès des institutions financières. La dette leur permettait de réaliser des taux de croissance élevés. Mais vers la fin des années 1970, l'environnement international a changé et n'était plus favorable en raison notamment de la chute des prix des matières premières (entraînant ainsi la baisse des recettes d'exportations), de la hausse des taux d'intérêt, de la fluctuation des taux de change et de la détérioration des termes de l'échange. Cependant, les pays en voie de développement ont continué à s'endetter sans pour autant changer leur politique intérieure en matière d'emprunt. Les capitaux empruntés servaient de moins en moins à financer les investissements, mais couvraient surtout les déficits de la balance courante et les déficits budgétaires. L'évolution de la dette de l'ensemble des PVD dans le temps montre donc que l'endettement a été causé davantage par des raisons qui émanent de facteurs purement financiers que par un vrai besoin de financement des transferts de l'investissement productif. La résultante est un ensemble d'augmentations successives du montant de la dette. La dette extérieure a donc pris de

l'ampleur et le cercle vicieux de l'endettement s'est installé. C'est ainsi que la dette extérieure des Pays en voie de développement a été multipliée par 5 passant de 500 à 2 500 milliards de dollars entre 1980 et 2000. Quant à la dette africaine, elle a été multipliée par 3.4 passant de 60 à 206 milliards au cours de la même période (selon la World Bank). La République de Guinée, n'échappera pas à cette crise de l'endettement, qui a vu le stock de sa dette multiplié par 3.10 passant ainsi de 1133.5 à 3 516.02 millions de dollars entre 1980 à 2000. Il est à rappeler que l'essentiel des ressources extérieures de la Guinée (faisant partie des pays les moins avancés), provient aujourd'hui des dons au titre de l'aide publique au développement et représente près 60% des flux nets de ressources du pays. Les 40% restants composés d'emprunts dont le remboursement posent problème car il faut assurer le service de la dette malgré le faible niveau de développement. Le poids de la dette aggravé par la pauvreté freine ainsi tout effort de développement.

Ce travail de recherche qui traite de l'impact de la dette extérieure sur le développement économique comprendra cinq parties en plus de la partie introductive dans laquelle seront présentées la problématique et les hypothèses de l'étude. La deuxième partie présentera non seulement des informations pertinentes sur l'économie guinéenne, mais analysera en profondeur la dette publique guinéenne dans son ensemble tout en mettant un accent sur la dette extérieure ainsi que les différentes initiatives en la matière. Après avoir passé en revue les différentes études théoriques et empiriques menées à ce sujet, nous présenterons à la quatrième partie, la méthodologie utilisée, les résultats de la recherche ainsi que leur interprétation. Les recommandations de politiques économiques et la conclusion générale mettront fin à cette étude.

1.2 Problématique

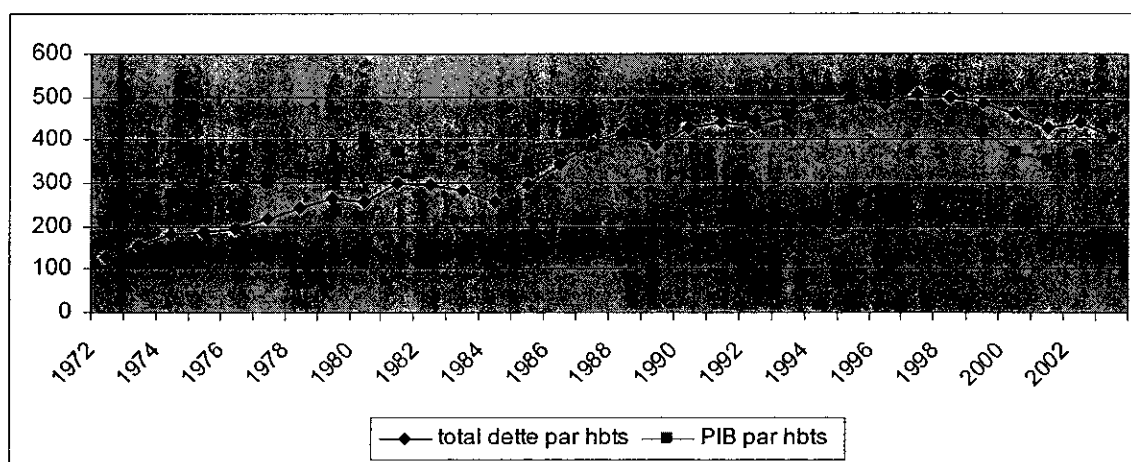
La République de Guinée, en dépit de toutes ses potentialités naturelles et toutes les assistances (financière et technique) dont elle a bénéficié, se trouve dans une situation économique très difficile et connaît de sérieux problèmes d'endettement.

Au plan macro-économique, il apparaît un ralentissement du taux de croissance, une détérioration des termes de l'échange, une aggravation de l'endettement du Trésor vis-à-vis de la Banque Centrale servant surtout à financer le déficit budgétaire et qui a atteint son pic en 2004 avec un solde de 197, 4 milliards de GNF et une dépréciation atteignant les 30.7% en moyenne en 2005 par rapport au dollar US. L'inflation a atteint 39,1% en 2006 en glissement

annuel, soit son plus haut niveau depuis plus de 10 ans. En outre, la mauvaise gestion de l'économie ces dernières années a entraîné une aggravation de la pauvreté qui est passée de 49,2% en 2002 à 53,6% en 2005. Cette situation s'explique fondamentalement par la mauvaise gouvernance, l'inadéquation des stratégies et programmes de développement mis en œuvre, l'incohérence des mesures de politiques budgétaires et monétaires.

A cela s'ajoute l'aggravation de son endettement extérieur. L'accumulation des arriérés et la mauvaise gestion de la dette ont conduit à un endettement excessif. C'est ainsi que l'encours est passé de 610.7 à 3 456.7 millions de dollars US entre 1972 et 2003 soit une augmentation de 82.33%, tandis que le stock est passé de 514.1 à 3 261.2 millions de dollars US avec une augmentation de 84% au cours de la même période. En outre, ce sont d'importantes sommes qui sont débloquées au titre du service de la dette chaque année. Pour la période allant de 1990 à 2002, le service de la dette a représenté en moyenne environ 25% des dépenses courantes. Suite à la dégradation de l'état des finances publiques et à l'épuisement des réserves de change de la BCRG, l'Etat s'est retrouvé quasiment en situation de cessation de paiement. Au 31 Décembre 2006, on estimait à 60 millions de dollars le cumul d'arriérés de paiements au titre du service de la dette extérieure.

Figure 1.1 : Evolution de la dette par habitant et du PIB de 1972 à 2004 (en dollar US)



Source : WDI 2005 et BM 2006

Paradoxalement, c'est à partir de 1987 que le ratio dette par habitant s'est accru alors qu'on venait de mettre en place les programmes d'ajustement structurels et depuis 1996, la dette par habitant est supérieure au PIB par habitant.

Les multiples dérapages dans la gestion macro-économique ont engendré de sérieuses conséquences sur la mobilisation des financements extérieurs et la mise en oeuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Aussi en 2002, il y a eu la suspension du programme triennal conclu avec le FMI pour la période 2002- 2004 ; de même que la mobilisation des ressources PPTE depuis 2003.

Au regard de tout ce qui précède, l'on est amené à se poser un certain nombre de questions à savoir :

- 1) Quelle est la place de la dette dans le développement économique de la Guinée ?
- 2) Pourquoi les importants flux financiers obtenus grâce à l'endettement n'ont pas favorisé le décollage économique de la Guinée ?
- 3) L'Initiative PPTE constitue-t-elle une approche de solution efficace pour sortir du cercle vicieux de l'endettement et de la pauvreté ?

Aussi, l'objectif principal de cette étude est d'évaluer l'impact de la dette extérieure sur le développement économique de la Guinée. Pour cela, l'hypothèse de base est que la dette n'a pas favorisé le développement économique. De façon spécifique, l'augmentation du ratio service de la dette/ exportations affecte négativement la croissance économique tandis que l'investissement¹ accroît la capacité de production de l'économie et a de ce fait un effet positif sur la croissance économique.

Pour confirmer ou infirmer ces hypothèses, il sera question de mettre en exergue la relation qui existe entre le taux de croissance du PIB par habitant, les indicateurs de l'endettement extérieur et d'autres indicateurs de la croissance susceptibles de l'influencer.

¹ Il s'agit de l'investissement total (y compris le privé) rapporté au PIB

II. ETUDE DE LA DETTE PUBLIQUE GUINEENNE

2.1 Caractéristiques de l'économie guinéenne

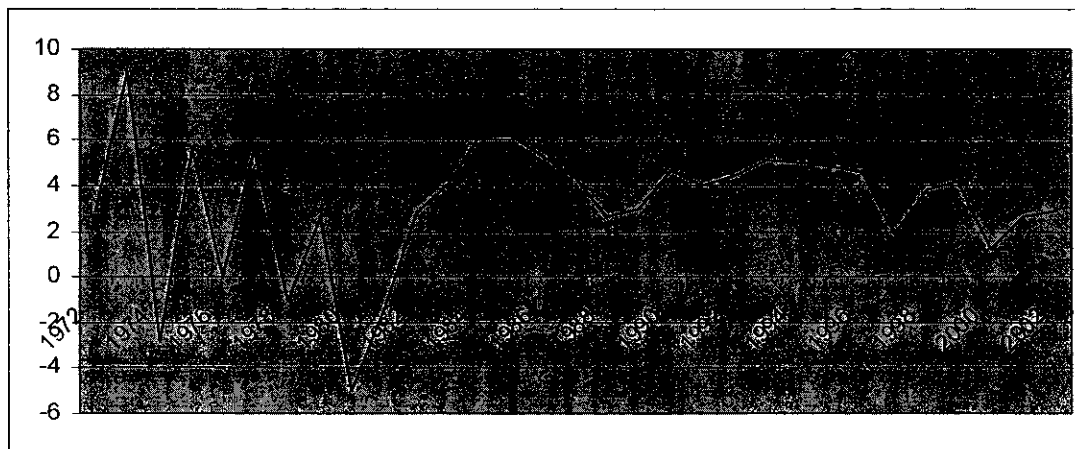
L'économie guinéenne a, dans son évolution, connu deux systèmes dont le système d'économie planifiée et celui d'économie de marché. L'économie planifiée qui a duré de 1958 à 1984 a été marquée par la centralisation du rôle de l'Etat dans les activités économiques. Les acquis de cette période sont :

- la création de 180 (cent quatre-vingt) entreprises industrielles qui étaient pour la plupart des gouffres financiers pour le budget national ;
- la suppression du commerce privé dès novembre 1964 ;
- la mise en place du système « de normes » en milieu rural. Il s'agit des fournitures obligatoires en nature en guise d'impôt per capita et les prix d'achat des produits agricoles étaient également imposés par l'Etat.

En 1958, le secteur rural employait 85% de la population active, fournissait 65% du PIB et 60% des recettes d'exportation. En 1986, il ne représentait que 30% du PIB et seulement 3,5% des recettes d'exportation. C'est dans ce contexte que le système planifié cède le pas à l'économie du marché à partir de 1985. Depuis cette date, la Guinée se trouve engagée dans un processus de réformes économiques et financières, soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). Ces réformes visaient à relancer la croissance économique et à améliorer les conditions de vie des guinéens par la restauration des équilibres macro-économiques. Ce changement a, bien sûr eu des effets positifs mais le véritable changement escompté n'est toujours pas obtenu d'autant plus qu'on assiste à une dégradation des conditions de vie de la population surtout ces dernières années.

D'une manière générale, l'activité économique n'a pas toujours suivi les réformes mises en œuvre dans le cadre de la promotion d'une croissance soutenue et durable. Elle continue de subir les effets de l'absence d'un secteur privé dynamique capable de générer des ressources susceptibles de résorber le déficit de la balance des paiements et le chômage. Le taux de croissance du PIB a évolué en dent de scie sur la période 72- 86 comme l'indique le graphique ci-dessous.

Figure 2.1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel de 1972 à 2005



Source : Division statistique de la banque Mondiale- 2007

Si de 1972 à 1982, il y a eu des taux de croissance élevés (de 5.1% en 1974, il était de 9% en 1976), il y a eu également des taux négatifs (-5% en 1983). La période 1994-2004 a oscillé autour de 4 % avec un pic en 1997 de 5,2%.

L'économie demeure largement tributaire du secteur minier qui rapporte plus du quart des recettes courantes de l'Etat et près des trois quarts des recettes d'exportation. Depuis des décennies, la bauxite reste incontestablement le principal produit d'exportation de la Guinée, qui détient près des 2/3 des réserves mondiales. L'or et le diamant contribuent également à la formation du PIB mais leur part reste faible car ils sont sous exploités. Ainsi, pour longtemps, au regard des réserves minières du pays, l'exploitation minière restera l'une des principales sources de revenus en devises et demeurera une activité importante pour le développement économique du pays.

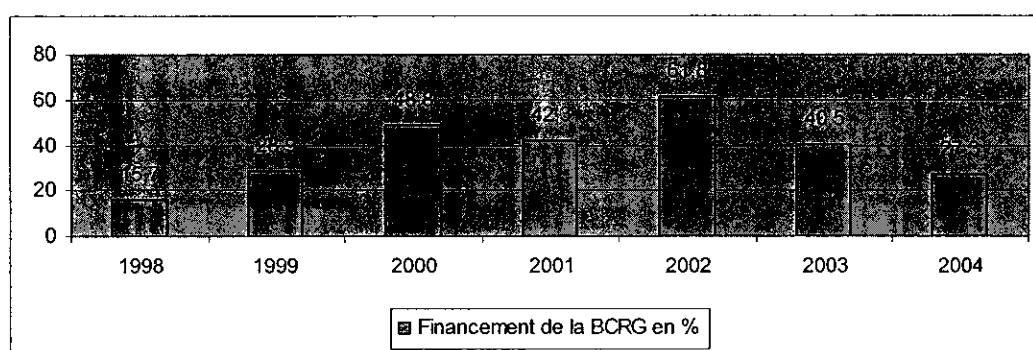
2.2 Etude de la dette intérieure

La dette intérieure d'un pays est la dette que l'Etat contracte des résidents (ou institutions) du pays dans la monnaie nationale. En Guinée, cette dette s'est beaucoup accrue ces dernières années. A la fin de 2004, la dette intérieure de l'Etat représentait environ 22 % du PIB. Elle était composée d'avances de la Banque Centrale (15 %), de bons du Trésor détenus par les banques commerciales (4 %) et d'arriérés accumulés envers le secteur privé (3 %). Le volume et la structure de cette dette intérieure illustrent non seulement la dégradation de la trésorerie de l'Etat, mais aussi l'affaiblissement des capacités financières des entreprises publiques et des opérateurs économiques privés. Les causes de cette augmentation massive de la dette intérieure sont principalement les moins values sur les contributions des sociétés minières, le faible

niveau de recettes fiscales, l'absence du concours extérieurs depuis 2003 et l'accumulation des arriérés. La dette intérieure constitue ainsi un véritable obstacle à la relance de la croissance.

On assiste à une forte interdépendance entre la politique monétaire et la politique budgétaire, le rythme de la création monétaire étant fortement corrélé au montant du déficit budgétaire. De 1998 à 2004, la contribution de la Banque centrale dans le financement du déficit budgétaire est passée de 15.7 à 27.3% avec un pic en 2002 de 61.8%.

Figure 2.2 : Financement du déficit budgétaire par la BCRG de 1998 à 2004 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée (2005)

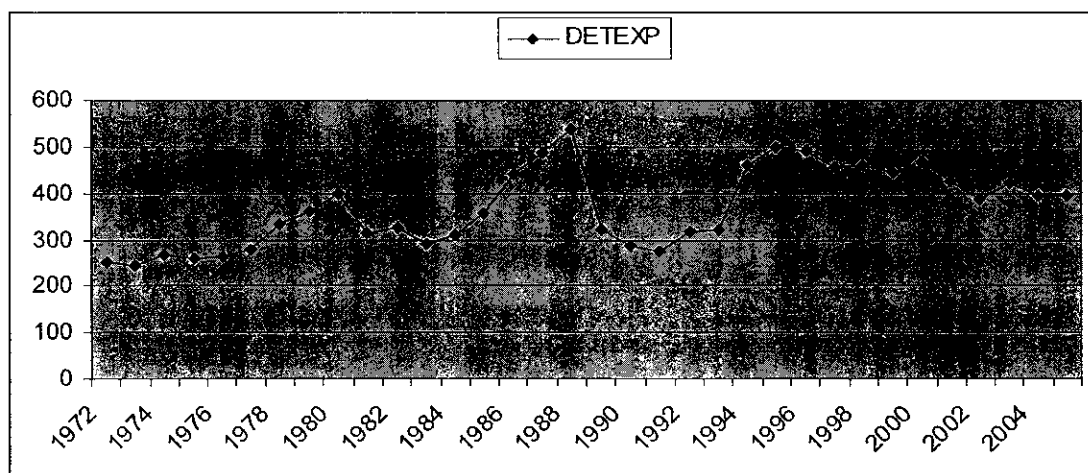
Toutefois, le désendettement de l'Etat s'est opéré vis-à-vis de la BCRG de 16.97 milliards de GNF et de 63.40 milliards GNF auprès des banques commerciales. En terme de stocks, la position nette consolidée du Trésor Public auprès du système bancaire, à fin juin 2005 est de 733.03 milliards de GNF au près de la Banque Centrale et de 248.52 milliards de GNF au niveau des banque primaires.

2.3 Etude de la dette extérieure

La Guinée, pays socialiste dès son accession à l'indépendance, s'est vite tournée vers les pays de l'Est notamment la Russie (ex URSS) dans le cadre de l'emprunt entre autre. Dans les années 1960, les principaux créanciers de la Guinée étaient les pays de l'Est notamment la Russie (ex URSS) et la part des conventions signées avec la Russie a été évaluée à 47% sur un total de 27 conventions. Mais à cause de la non convertibilité de la monnaie russe, le pays s'est tourné vers d'autres bailleurs dont les plus importants sont les créanciers du club de paris et les organisations internationales et ce, depuis les années 70. Progressivement, le fardeau de la dette s'est alourdi en raison notamment de la mauvaise gestion et de l'accumulation des arriérés. Le stock de sa dette s'élevait à 514.1 million de dollars en 1972 contre 3 261.2 millions de dollars

en 2004 tandis que l'encours est passé de 610.7 à 3 218 millions de dollars durant la même période. Quant au service de la dette, il est passé de 19.60 à 171.8 millions de dollars pour la même période. En outre, le ratio de l'encours de la dette sur exportation est passé de 250% à 396% entre 1972 à 2005 avec un pic en 1995 (500%), tandis que le ratio du service de la dette sur exportations a oscillé entre 5 et 29% au cours de la même période.

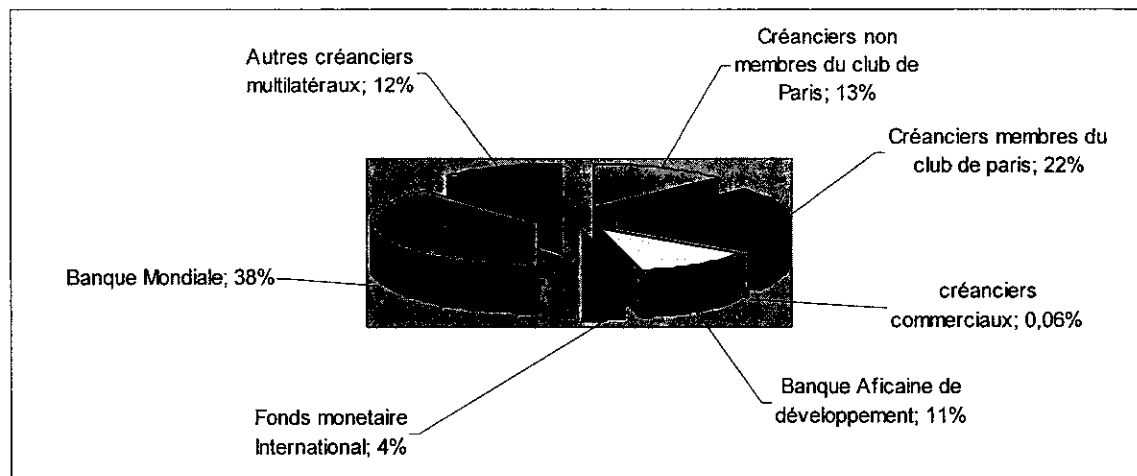
Figure 2.3 : Evolution du ratio de l'encours de la dette sur les exportations (DETEXP) de 1972 à 2005



Source WDI et Division statistique de la Banque Mondiale (2006).

S'agissant de la structure de la dette extérieure de la Guinée, elle montre une prédominance de la dette multilatérale, vient ensuite la dette provenant des pays membres du club de Paris.

Figure 2.4 : Ventilation de la dette extérieure par créancier (fin 2004)



Source : Banque mondiale (2006)

A la fin de 2004, la dette extérieure publique est estimée à 3.270 millions de dollars. Sur ce montant, 65 % sont dus à des créanciers multilatéraux (dont les trois quarts à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement) et 22 % à des créanciers du Club de Paris, le reste étant détenu par des créanciers non membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux.

2.4 Initiatives en la matière

Etant donné les problèmes d'endettement auxquels ont été confrontés la plupart des pays en développement en particulier ceux de l'Afrique au Sud du Sahara (ASS), les pays créanciers se sont concertés pour assouplir progressivement les conditions de remboursement offertes aux pays pauvres en vue de stimuler leur croissance. Deux familles de solutions ont été proposées aux autorités des pays concernés pour adapter la charge de l'emprunt à leur capacité réelle à servir durablement la dette. La première gamme se rapporte à des réaménagements techniques de la dette provenant exclusivement du Club de Paris et du Club de Londres. La deuxième gamme de solutions s'est appuyée sur le système des réaménagements précédents pour proposer dans un processus dynamique, un allègement global de la dette (y compris les emprunts multilatéraux) qui rendrait économiquement et socialement supportable le poids de la charge de la dette. Il s'agit de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

2.4.1 Les solutions précédant l'Initiative PPTE

Les premiers mécanismes traditionnels internationaux de réduction de la dette mis en œuvre sont entre autre les Plans Baker et Brady, les Termes de Toronto (1988), les Termes de Londres (1991), les Termes de Naples (1995) et les Termes de Lyon (1996). La technique de réaménagement en rééchelonnement de la dette ne servant qu'à repousser les échéances dues, le pays débiteur voit ses échéances futures s'alourdir. Et si la situation économique du pays se détériore du fait d'une mauvaise conjoncture internationale sur les cours des principales spéculations ou des facteurs internes, le pays se trouvera dans l'obligation de redemander des rééchelonnements successifs. Ce fût le cas de la Guinée. La détérioration de l'environnement tant intérieur qu'extérieur l'amena à demander plusieurs rééchelonnements. Le tableau ci-après récapitule le traitement de la dette guinéenne suivant ces termes.

Tableau 2.1 : Traitement de la dette guinéenne en million de dollars US

Date de traitement	Type de traitement	Montant traité	Statut du traitement
18 avril 1986	Classique	200	Remboursé
12 avril 1989	Toronto	124	Actif
18 novembre 1992	Londres	203	Actif
25 janvier 1995	Naples 50%	156	Actif
26 février 1997	Naples 50%	122	Actif
15 mai 2001	Cologne	151, dont 70 annulés et 81 rééchelonnés	Actif

Source : Club de Paris (2002)

En 1989, le montant de la dette annulée a été de 239.30 millions de dollars tandis que le rééchelonnement a porté sur 75.5 millions de dollars. En 1995, 181 millions de dollars ont été rééchelonnées et 110.91 millions annulés contre 384.2 rééchelonnées et 59.4 millions annulés en 1992 (MSEGUI 2005).

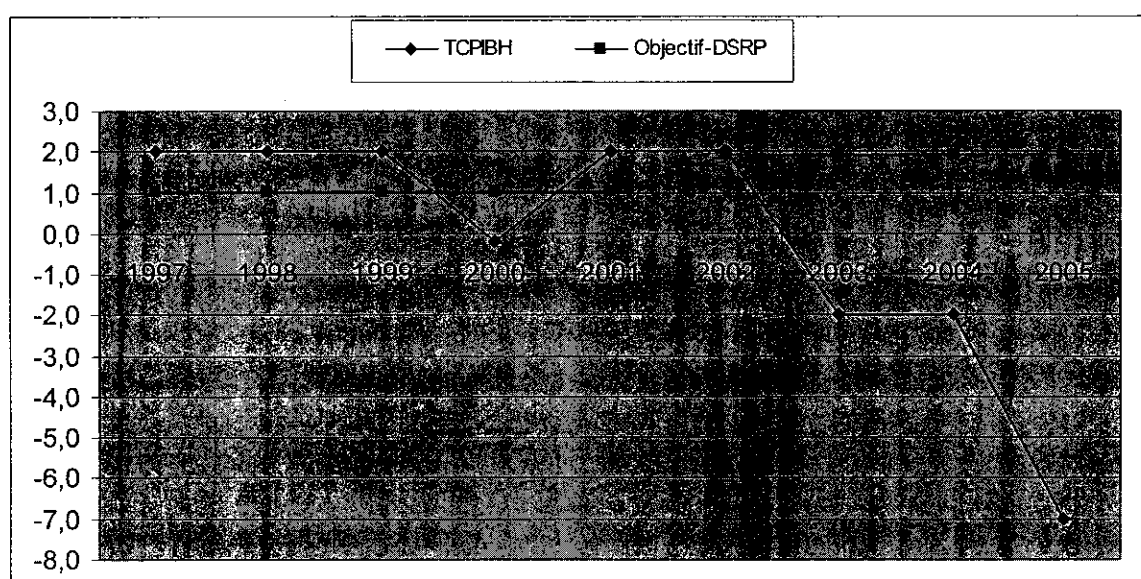
2.4.2 L'Initiative PPTE

Cette nouvelle approche axée sur la lutte contre la pauvreté a une plus grande portée car elle tient compte des dettes des organismes multilatérales. Initiée par les institutions de Bretton Woods, ces dernières ont accepté d'assouplir les modalités d'application de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Elle a ensuite été renforcée et soutenue par les pays industrialisés lors du Sommet du G 7 de Cologne en juin 1999 conduisant à la mise en œuvre de L'initiative PPTE renforcée.

Dans le but de bénéficier de l'assistance au titre de l'initiative, la Guinée, s'est engagée dans les réformes macro-économiques et structurelles qui l'ont conduit à être éligible en décembre 2000 à l'initiative PPTE. L'encours de sa dette au 31 décembre 1999 (année de référence pour le calcul de l'allègement au point de décision) s'élevait à 3374.788 millions de dollars soit 219% des exportations de biens et services en valeur actuelle nette et 1178 millions dus au Club de Paris au 31 novembre 2000. Le 15 mai 2000, la Guinée est passée au Club de Paris dans le cadre de cette initiative. Les deux premières phases de ce programme (décembre 2000-mars 2003) ont été concluantes et des efforts de mobilisation des ressources PPTE ont été consentis et alloués aux secteurs sociaux de base. Cependant, la dégradation du cadre macro-économique observée ces dernières années a conduit à la suspension de la mise en œuvre intérimaire de l'initiative PPTE et le passage au point d'achèvement, initialement prévu pour mi-2003, reporté

à une date ultérieure. Et depuis le lancement du processus de formulation et de mise en œuvre d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté en 2000, la dynamique de croissance n'a cessé de baisser accompagnée d'une forte inflation et la pauvreté s'est sensiblement aggravée. En moyenne, le taux de croissance annuel du PIB par tête s'est limité à environ 0.33% entre 1997-2004, contre un taux d'accroissement de la population de 3% et un objectif de 1.9% dans le DSRP (figure 2.5). Ce qui démontre clairement que l'objectif de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance forte et durable est compromis.

Figure 2.5 : Evolution du taux de croissance du PIB par habitant de 1997 à 2005



Source : Cadrage macroéconomique (2005)

En avril 2005, le Gouvernement a pu néanmoins négocier la reprise du programme avec le Fonds Monétaire International (FMI), qui a mis en place un programme de suivi par ses services. Mais, les résultats ne sont toujours pas favorables.

III. REVUE DE LA LITTERATURE

Des économistes ont longtemps considéré que la croissance économique était entièrement commandée par des données naturelles (quantité de ressources non renouvelables disponibles), démographiques (croissance de la population et évolution des taux d'activité) et par des événements non maîtrisables (le progrès technique au sens large). Ces conceptions appartiennent aux théories de la croissance exogène. Cependant, dès l'origine des réflexions portant sur la croissance économique, d'autres explications ont été proposées. Il s'agit des théories de la croissance endogène situant l'origine de la croissance dans le fonctionnement même du système économique. Autrement dit, la croissance est endogène au sens où elle ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macro-économiques. Si ces théories rencontrent aujourd'hui un écho amplifié c'est parce qu'elle donne la possibilité aux acteurs sociaux de choisir des solutions plus ou moins favorables à une forte croissance économique. Bien sûr, l'on ne pourrait oublier le rôle du financement international dans le processus de développement. Le lien entre le financement et le développement économique atteste que l'épargne est le soubassement de l'investissement productif et de la croissance économique. C'est pourquoi, plusieurs auteurs se sont penchés sur les soubassements théoriques de la croissance économiques et ses déterminants ainsi que du rôle de l'emprunt. Si l'origine de ce débat est relativement ancienne dont l'un des précurseurs fut Cairnes (1874), ce sont les théories récentes de la croissance endogène qui ont contribué à son renouveau.

3.1 Cadre théorique

Il y a principalement deux courants qui s'affrontent sur la théorie économique de l'endettement extérieure et la croissance, à savoir les keynésiens et les néoclassiques. Pour les keynésiens, l'endettement n'occasionne pas de charges ni pour les générations futures ni pour des générations actuelles du fait des investissements qu'il génère. Dans cette approche, l'endettement entraînant la relance de la demande provoque par l'effet accélérateur une hausse plus proportionnelle de l'investissement, qui à son tour incite une hausse de la production. Par contre, les classiques considèrent l'endettement comme un impôt futur et l'imputent à l'Etat. C'est une connotation négative car selon eux, l'endettement public défavorise l'accumulation du capital et la consommation des générations présentes et futures.

Aussi, toutes les études théoriques sur le rapport entre la dette extérieure et la croissance sont largement centrées sur les effets négatifs du surendettement. La théorie du surendettement (ou *Debt overhang*) suggère que les emprunts extérieurs, au-delà d'un certain seuil, ont des effets pervers sur la croissance économique. Cela signifie que les emprunts supplémentaires vont décroître la probabilité de rembourser. En outre, l'endettement est lié à un déséquilibre. Suivant les cas, il s'agit du déséquilibre épargne-investissement; du déficit budgétaire et du déficit de la balance courante.

Le modèle à double déficit de Chenery et Strout (1966), préconise que l'épargne externe conditionne le développement économique si les déséquilibres épargne-investissement et importation- exportation peuvent être comblés. Sur le plan interne, il s'agit selon ces auteurs d'accumuler l'épargne nécessaire pour financer l'investissement interne et sur le plan externe, de trouver les ressources nécessaires pour financer le déficit de la balance des paiements.

Dittus (1989) a mis en évidence une relation entre la pression fiscale et le remboursement de la dette. Il dénote l'existence des coûts associés à l'endettement entraînant une croissance artificielle basée sur un investissement supérieure à l'effort du pays déclanchant par la suite un ajustement par l'inflation.

Le modèle de Barro (1990) a attribué aux dépenses publiques productives, comme les dépenses publiques en capital d'infrastructure, un rôle moteur dans le processus de croissance économique à long terme. Il a conclu que la dette ne constitue pas une richesse pour la génération actuelle et le fait de substituer l'emprunt à l'impôt n'entraîne pas nécessairement la croissance.

3.2 Etudes empiriques

Toutes les études effectuées sur un panel de pays telles que les études de B. Eichengreen et de R. Portes (1986), Elbadawi et al. (1996), Patillo et al. (2004), Clemens et al. (2003), ont toutes constaté que l'endettement excessif a un effet négatif sur le taux de croissance.

Les travaux de Barry, E. et de Portes, R. (1986) se sont intéressés à l'identification des déterminants du stock de la dette d'une trentaine de pays à un moment donné de leur économie. Ils ont abouti à la conclusion selon laquelle l'endettement excessif et le défaut de paiement tendent à réduire le taux de croissance réelle et la crédibilité de l'Etat.

Elbadawi et al. (1996) ont confirmé l'effet du surendettement sur la croissance économique au niveau de 99 pays en voie de développement et ont tenté d'identifier le canal par le quel l'endettement agit négativement sur la croissance. Pour cela, ils ont identifié trois canaux de transmission des impacts de la dette sur la croissance. Il s'agit de l'effet de la dette sur la croissance, l'effet de la dette sur la liquidité en raison de la ponction due sur le service de la dette et enfin l'effet de la dette (de manière indirecte) sur les dépenses du secteur public et des déficits. L'étude a conclu que c'est l'accumulation de la dette qui a un impact négatif sur la croissance.

Quant à Clemens et al. (2003), ils ont estimé un modèle de croissance en retenant l'hypothèse du fardeau virtuel de la dette. Ils aboutissent à la conclusion selon laquelle, une diminution de 6 point du service de la dette en pourcentage du PIB va accroître le taux d'investissement de 0.75 à 1 point et la croissance de 2 points. Par ailleurs, ils estiment que si la moitié du service de la dette est annulée sans hausse du déficit budgétaire, la croissance augmentera dans quelques PPTE de 0.5 point par an.

Dans une étude complémentaire de 2002, Patillo et al. ont appliqué un modèle de comptabilisation de la croissance à un groupe de 61 pays en développement et ont constaté que le doublement du niveau moyen de leur dette extérieure réduit de près d'un point la croissance tant du capital physique par habitant que de la productivité totale des facteurs. Partis de la courbe de LIFFER, leur étude leur a permis de prouver que la dette aurait une relation en forme de courbe en U inversée avec la croissance. Les résultats obtenus confirment la thèse du surendettement car ils trouvent qu'au-delà de 160-170% du ratio de la dette sur les exportations et 35-40% de la dette sur le PIB en valeur nominale, la dette rend négative la croissance.

S'agissant des études spécifiques menées au niveau des pays, les avis sont partagés. Pour Borensztein (1990), le service de la dette est un déterminant essentiel qui influence négativement l'endettement extérieur aux Philippines. Il a conclu que l'encours et le ratio du service de la dette sur exportations ont globalement un effet inverse sur la formation du capital privé et incitent l'endettement du pays. En analysant le problème d'endettement de l'Ouganda, Barungi et al. (2000) ont identifié les problèmes liés à un endettement ainsi que ses implications sur l'économie du pays. Leur principale préoccupation étant de savoir si l'économie peut atteindre un taux de croissance de 5% tout en maintenant un investissement intérieur adéquat vu la forte dépendance du pays vis-à-vis des capitaux étrangers. Cette inquiétude se justifie par le fait qu'une large portion de la dette de ce pays n'est pas éligible au rééchelonnement.

Pour Uzochukwu (2005), l'accroissement des indicateurs de la dette extérieure notamment le ratio du service de la dette et celui de l'encours sur exportations constitue la principale cause de la lenteur de la croissance au Nigeria.

Par contre, Wejeweera. et al. (2005) ont mis en évidence le lien entre la croissance économique et l'endettement au Sri Lanka durant la période 1952 -2002 et ont abouti à des résultats contraires. Ils indiquent que le pays n'a pas un problème de surendettement et que l'endettement n'est pas le principal obstacle à la croissance, parce que probablement le stock de la dette totale n'est pas trop élevé. L'étude de Desta (2005) a également abouti à la conclusion selon laquelle ce n'est pas le paiement du service de la dette qui constitue un frein à la croissance mais plutôt, le taux de change effectif réel et l'inflation. Ces contradictions peuvent provenir soit de la variabilité des méthodes utilisées par les économistes spécialistes, soit des particularités des pays étudiés.

Toutes ces études nous montrent que la dette extérieure n'a pas été bénéfique au développement économique des pays en voie de développement plus particulièrement ceux de l'Afrique au Sud du Sahara.

IV : METHODOLOGIE

4.1 Spécification du modèle

Les liens entre dette extérieure et croissance économique ont fait l'objet de plusieurs recherches économétriques et les résultats obtenus aboutissent à l'effet négatif de l'un sur l'autre. Toutefois, l'évidence empirique nous a montré des résultats controversés quant à l'impact des différents ratios d'endettement. Pour la présente étude, le modèle utilisé par Patillo et al. en 2004 a servi de cadre de référence. En plus des ratios d'endettement, l'étude a pris en compte les déterminants de la croissance a abouti à des résultats satisfaisants. Il s'agit du revenu par habitant décalé, des taux d'investissement, de scolarisation dans le secondaire et de croissance démographique (tous en logarithme), de la différence des politiques suivies (ouverture, solde budgétaire) ainsi que des chocs extérieurs (termes de l'échange). Toutefois, des modifications ont été apportées à ce modèle de base en fonction de la disponibilité des données et des réalités économiques de la Guinée.

Ainsi, le développement économique de la Guinée sera approximé par le taux de croissance du PIB par habitant qui témoigne d'une augmentation de la productivité économique et d'une amélioration en moyenne, du bien-être matériel de la population. Mieux, il permet de comparer dans l'espace et le temps les capacités productives d'un pays, en divisant le volume de richesses créées par le nombre d'habitants.

Les variables indépendantes sont le PIB par habitant décalé d'une période ($PIBHT_{t-1}$). Le ratio du service de la dette sur exportations ($SDEXP$) qui montre la vulnérabilité des engagements dans laquelle le paiement des engagements au titre du service de la dette est exposé au risque d'une baisse inattendue des recettes d'exportation. Le taux de croissance de la population ($TCPOP$). Le taux d'investissement ($TXINV$) qui indique la part de l'investissement total dans le PIB. Considéré comme une source de croissance, il permet d'accroître le capital physique, d'augmenter la production par conséquent le revenu. Le taux d'investissement sera décalé d'une période d'autant plus qu'en général, l'effet ne peut se faire sentir au cours de la même année. Le développement du capital humain mesuré ici par le taux de scolarisation au secondaire (DCH). Il permet d'augmenter la productivité des travailleurs et donc leur revenu de même que celui de l'économie nationale. Le degré d'ouverture d'un pays (OUV) mesuré ici par la somme des importations et des exportations rapportée au PIB. Le ratio dette sur exportations qui est défini comme le ratio de l'encours total de la dette en fin d'année sur exportations de

biens et services (DETEXP). Un accroissement de ce ratio signifie que la dette totale croît plus rapidement que la source fondamentale du revenu. Le taux de dépréciation de la monnaie guinéenne par rapport au dollar (TXDMON). Et la variable dummings (DUM) qui permettra de voir l'implication du changement de régime (le passage du régime d'économie planifiée à l'économie libérale) au niveau de la croissance économique. La forme fonctionnelle de notre modèle est la suivante :

$$TCPIBH_t = f \left(TCPIBH_{t-1}, SDEXP_t, TCPOP_t, TXINV_t, TXINV_{t-1}, DCH_t, OUV_t, \right. \\ \left. DETEXP_t, TXDMON_t, DUM_t \right) \dots\dots\dots (4.1)$$

Les variables SDEXP, TCPOP, TXINV, TXINV_{t-1}, DCH et DETEXP, ont été exprimées en logarithme népérien afin d'éviter les problèmes liés aux effets de grandeur et de faciliter les interprétations. La forme linéaire est la suivante :

$$TCPIBH_t = \alpha_0 + \alpha_1 TCPIBH_{t-1} + \alpha_2 LSDEXP_t + \alpha_3 LTCPOP_t + \alpha_4 LTXINV_t + \alpha_5 LTXINV_{t-1} + \alpha_6 LDCH_t \\ + \alpha_7 OUV_t + \alpha_8 LDETEXP_t + \alpha_9 TXDMON_t + \alpha_{10} DUM_t + \varepsilon_t \dots\dots\dots (4.2)$$

4.2 Technique de l'estimation

Afin d'examiner la présence de racine unitaire, le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips et Perron (PP) ont été appliqués. Le résultat indique l'existence des séries non stationnaires mais qui sont intégrées en différence première. Le tableau ci-après donne le résultat du test de stationnarité.

Tableau 4.1 : Test de stationnarité sur les variables utilisées dans le modèle¹

Variables	ADF (level)		ADF (1st difference)		PP (level)		PP (1st difference)	
	C	CT	C	CT	C	CT	C	CT
TCPIBH	-3.769 ^a	-3.889 ^a	8.200 ^a	-8.063 ^a	-3.731 ^a	-3.876 ^a	-10.184 ^a	-9.958 ^a
LSDEXP	-1.754	-2.795	-2.661 ^c	-2.792	-2.222	-2.107	-6.643 ^a	-6.608 ^a
LTCPOP	-1.842	-1.268	-5.581 ^a	-5.877 ^a	-1.834	-1.182	-5.581 ^a	-5.952 ^a
LTXINV	-1.716	-1.575	-4.674 ^a	-5.003 ^a	-1.604	-1.622	-4.899 ^a	-5.004 ^a
LDCH	0.526	-0.485	-2.647 ^c	-2.972	0.120	-0.794	-5.666 ^a	-5.874 ^a
OUV	-1.199	-0.197	-3.602	-3.742	-1.700	-1.358	-6.906 ^a	-7.223 ^a
LDETEXP	-2.672 ^a	-3.287 ^a	-3.327 ^b	-3.306 ^c	-2.289	-2.292	-4.879 ^a	-4.856 ^a
TXDMON	-3.578 ^b	-3.702 ^b	-6.306 ^a	-6.186	-4.660 ^a	-4.808 ^a	-10.399 ^a	-10.171 ^a
DUM	-3.313 ^b	-4.602 ^a	-6.448 ^a	-6.343	-5.029 ^a	-6.340 ^a	-12.389 ^a	-12.108 ^a
TXDMON	-3.578 ^b	-3.702 ^b	-6.306 ^a	-6.186	-4.660 ^a	-4.808 ^a	-10.399 ^a	-10.171 ^a
DUM	-3.313 ^b	-4.602 ^a	-6.448 ^a	-6.343	-5.029 ^a	-6.340 ^a	-12.389 ^a	-12.108 ^a

Source : auteur utilisant Eviews 5.1

¹ a, b et c indiquent respectivement la significativité au seuil de 1, 5, et 10%
C : constante ; CT : constante et trend

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la cointégration dont le but est de détecter si des variables possèdent une racine unitaire et une tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre de long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables provenant de séries non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Pour tester la présence d'une relation d'équilibre entre les variables, le test de cointégration de Johansen qui effectue un test de rang de cointégration a été utilisé dont les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 4.2 : Résultats du test de Johansen

Nulle	Alternative	Trace Test		Maximum Eigenvalue test	
		Test statistic	5%Critical value	Test statistic	% Critical value
$r=0$	$r=1$	281.092	179.509	92.360	54.965
$r\leq 1$	$r=2$	188.731	143.669	58.219	48.877
$r\leq 2$	$r=3$	130.512	111.780	42.688	42.772
$r\leq 3$	$r=4$	87.823	83.937	33.059	36.630
$r\leq 4$	$r=5$	54.764	60.061	28.868	30.439
$r\leq 5$	$r=6$	25.896	40.174	15.291	24.159
$r\leq 6$	$r=7$	10.604	24.275	5.610	17.797
$r\leq 7$	$r=8$	4.994	12.320	4.635076	11.224
$r\leq 8$	$r=9$	0.359	4.129	0.359323	4.129

Source : Auteur utilisant Eviews 5.1

Ce test dénote l'existence de 4 équations de cointégration avec le test de Trace et 2 équations de cointégration avec celui de Max-eigenvalue. L'hypothèse de cointégration étant vérifiée, on peut donc conclure que c'est un modèle à Correction d'Erreur (MCE) et les tests classiques peuvent être appliqués sans risque de corrélations fortuites. Le test de cointégration nous a permis d'identifier deux équations de long terme dont :

$$TCPIBH = -1.75 LSDEXP + 2.05 LTCPOP + 8.114 LTXINV + 0.253 LDCH + 0.481 OUV - 9.102 LDETEXP - 0.102 TXDMON + 2.59 DUM \dots\dots\dots(4.3)$$

Ce résultat indique qu'à long terme, il existe une relation positive entre le taux de croissance de la population, le taux d'investissement, le développement du capital humain, le degré d'ouverture, le changement de régime et le développement économique donc à l'amélioration du bien être de la population. Par contre, le ratio service de la dette sur exportations, le taux de

dépréciation de la monnaie et le ratio de la dette sur exportations freinent le développement économique.

$$LSDEXP = -0.906 LTXINV - 7.302 LDCH - 0.290 OUV + 7.618 LDETEXP + 0.491 TXDMON + 4.558 DUM \dots\dots\dots (4.4)$$

Cette deuxième relation indique que l'augmentation du ratio service de la dette sur exportations est due principalement à l'augmentation du montant de l'encours de la dette, à la dépréciation de la monnaie et au changement de régime.

Quant au modèle dynamique, il s'écrit comme suit :

$$DTCPBH_t = \beta_0 + \beta_1 DTCPBH_{t-1} + \beta_2 DLSDEXP_t + \beta_3 DLTCPOP_t + \beta_4 DLTXINV_t + \beta_5 DLTXINV_{t-1} + \beta_6 DLDCH + \beta_7 DOUV + \beta_8 DLDETEXP_t + \beta_9 DTXDMON_t + \beta_{10} DUM_t + \beta_{11} ECT_1(-1) + \beta_{12} ECT_2(-1) + \mu_t \dots\dots\dots (4.5)$$

Où

- D est l'opérateur de différence première
- Le coefficient β_0 représente la constante du modèle
- Les coefficients β_1 à β_{10} représentent la dynamique de court terme
- Les coefficients β_{11} et β_{12} indiquent respectivement la vitesse d'ajustement du taux de croissance du PIB par habitant et du ratio service de la dette sur les exportations pour retourner à l'équilibre suite à un choc.
- ECT_1 et ECT_2 constituent les termes d'erreurs correspondant aux équations de long terme avec :

$$ECT_1 = TCPIBH + 1.754 LSDEXP - 2.05 LTCPOP - 8.114 LTXINV - 0.253 LDCH - 0.481 OUV + 9.102 LDETEXP + 0.102 TXDMON - 2.52 DUM \dots\dots\dots (4.6)$$

$$ECT_2 = LSDEXP + 0.906 LTXINV + 7.302 LDCH + 0.290 OUV - 7.618 LDETEXP - 0.491 TXDMON - 4.558 DUM \dots\dots\dots (4.7)$$

Les résultats de l'estimation du modèle à correction d'erreur par les moindres carrés sont donnés dans le tableau après.

Tableau 4.3 : Résultat de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur

Variables	Coefficient	t-Statistic	Prob.
C	-5.685039	-1.661899	0.1121
DTCPBH(-1)	-0.468138	-1.990341	0.0604
DLSD EXP	-1.787650	-0.490167	0.1387
DLTCPOP	0.988946	0.685783	0.6324
DLTXINV	6.727346	0.225686	0.8234
DLTXINV(-1)	3.795120	7.324725	0.0088
DLDCCH	1.942259	2.785017	0.0316
DOUV	3.210885	0.440858	0.6640
DLDETEXP	-6.311990	-3.679747	0.0089
DTXDMON	0.009013	0.175224	0.8627
DUM	0.057261	2.202157	0.0418
ECT1(-1)	-0.140775	-4.287093	0.0128
ECT2(-1)	-0.095316	-3.369208	0.0259
R-squared	0.789183	Durbin-Watson stat	2.180467
Adjusted R-squared	0.749301	Prob(F-statistic)	0.00070

Source : Auteur à partir de Eviews 5.1

4.3 Interprétations des résultats

Les résultats indiquent que les fluctuations du taux de croissance du PIB par habitant sont expliquées à 78.91% par les variables du modèle. Le coefficient associé au terme d'erreur de l'équation de la croissance (ECT1) indique qu'on arrive à ajuster 14% du déséquilibre entre le niveau désiré et celui effectif du développement économique.

Les ratios d'endettement sont tous négativement corrélés au taux de croissance du PIB par habitant. Mais, de par son coefficient, c'est le ratio encours de la dette sur exportations est l'un des principaux obstacles au développement économique en Guinée. En d'autres termes, une augmentation d'un point (100%) du ratio dette sur exportation entraîne une baisse de la croissance de 631%. La dette totale augmentant plus vite que la source essentielle de revenu extérieur de l'économie, le pays rencontre des difficultés à s'acquitter de ses obligations futures au titre de la dette. Le signe négatif du taux de croissance du revenu par habitant initial pourrait s'expliquer par la forte instabilité de la croissance en Guinée et sa très forte sensibilité à des chocs exogènes (augmentation des prix des produits pétroliers, baisse des prix des matières premières notamment la bauxite). Ce résultat confirme celui de Savvidès (1995) ainsi que Ojo et Oshikoya (1995).

De par son coefficient, le taux d'investissement décalé d'une période est la principale source de croissance en Guinée. Si ce taux augmente d'un point (100%), cela entraînera une

augmentation du taux de croissance de 379%. Ce qui confirme la théorie qui atteste que le développement d'un pays passe avant tout par l'effort consenti en matière d'investissements productifs. Au-delà des effets à court terme de l'investissement dans la conjoncture économique, celui-ci exerce une influence déterminante sur le niveau de croissance durable d'un pays. L'impact positif du développement du capital humain sur le taux de croissance économique se justifie par le fait que l'éducation est considérée comme clef de voûte du développement (en particulier si l'on entend par développement enrichissement et amélioration de la productivité et du bien être de la population). Toutefois, l'on doit être prudent avec cet indicateur car il ne tient pas compte de la qualification donc de l'efficacité. Les résultats constatent l'effet positif du changement de régimes. Le passage de l'économie planifiée vers l'économie de marché impliquait des changements sur la vie socio-économique de la population. Des progrès ont certes été enregistrés, mais toujours est-il que la stabilité politique reste fragile et que sur le plan socio-économique, les caractéristiques du sous développement sont toujours très prononcées.

Le taux de croissance de la population, le degré d'ouverture et le taux de dépréciation de la monnaie sont tous positivement corrélés mais n'affectent pas le développement économique. D'ailleurs, la plupart des études ont montré qu'il n'y a pas d'impact entre la croissance démographique et celle économique. Mais comme l'a souligné Barro, le caractère exogène de la variable population dans les modèles de croissance intégrés aux modèles de soutenabilité de la dette se justifie ordinairement par l'absence de relation significative entre accumulation et croissance démographique. Le pays ne profite pas beaucoup de son ouverture commerciale s'explique par le fait que l'ouverture d'un pays ne se limite pas à ses échanges internationaux. Elle se caractérise aussi bien par sa compétitivité que par sa capacité d'accueil des firmes multinationales étrangères qui peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Mais en Guinée, les rares sociétés qui s'y trouvent opèrent dans le domaine minier et le plus souvent, les activités se limitent à l'extraction et à l'exportation des produits à l'état brut. Quant à la dépréciation de la monnaie, elle est accompagnée d'une inflation incontrôlable et le recours sans cesse croissant à la planche à billets. Mieux, cette dépréciation n'a rien à voir à une quelconque politique mais juste aux dérapages économiques.

En somme, l'essentiel du développement économique de la Guinée s'explique (positivement) par le taux d'investissement, le développement du capital humain ainsi que du changement de

régime et (négativement) par les ratios d'endettement en l'occurrence le ratio dette sur exportations et celui du service de la dette sur exportations. Ce qui confirme nos hypothèses. Malgré l'engagement des politiques économiques nationales et de l'assistance des bailleurs de fonds, force est de constater que la Guinée continue de faire l'expérience d'un endettement élevé. La dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure qui ne fait qu'augmenter et l'accumulation des arriérés menacent ainsi son développement économique et social durable.

V. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

5.1 Recommandations

L'analyse des résultats de notre modèle démontre que la dette n'a pas favorisé le décollage économique de la Guinée. Néanmoins, la dette extérieure n'est pas le seul obstacle au développement économique du pays. Le défi de l'amélioration des conditions de vie de sa population reste donc entier. C'est pourquoi, les recommandations de politiques économiques formulées ci-après ont pour objectifs, de créer non seulement un environnement propice afin de stimuler la croissance mais aussi et surtout de jeter les bases d'un endettement tolérable et de permettre à la dette de jouer un rôle efficace dans le financement du développement économique. Il s'agit entre autre de :

➤ Mener une bonne stratégie de gestion de la dette

Les impacts négatifs constatés au niveau des ratios d'endettement sur la croissance ont montré que la Guinée a des problèmes de gestion de sa dette. La gestion efficace de la dette permettra de réduire au minimum l'exposition de risque et aider à la restructuration de la dette en vue de ramener cette dernière à un niveau soutenable. Evidemment, cette gestion n'est pas seulement concernée par la prise en compte du remboursement du service de la dette. Elle doit aussi et surtout prendre en compte leur utilisation. Les autorités devraient donc orienter les emprunts vers les investissements productifs plutôt que de les utiliser à des fins de remboursement du service de la dette ou de financement des importations.

➤ Diversifier les produits d'exportations

L'exportation pourrait être une voie naturelle pour la croissance de la Guinée si on se réfère à ses potentialités. Le besoin d'une croissance dynamique des exportations pour renforcer sa capacité de paiements extérieurs et disposer de ressources supplémentaires passe en partie par la diversification des exportations. Ceci lui permettrait d'être moins vulnérable. En outre, les exportations doivent être mieux rémunérées sur les marchés des matières premières par la participation active du pays au processus d'intégration économique sous-régionale et internationale. Les partenaires commerciaux devraient également élargir l'accès aux marchés américains, européens et asiatiques.

➤ **Maintenir une certaine stabilité macroéconomique**

Il est reconnu que les pays qui entreprennent de bonnes politiques macro-économiques saines et ayant des structures économiques favorables au fonctionnement du marché, peuvent connaître une croissance économique relativement souple et stable. Au nombre de ces politiques, figurent en bonne place la lutte contre la corruption et la maîtrise du niveau général des prix. Celles-ci représentent des éléments d'autant plus importants pour la politique de stabilisation de la Guinée, qu'on assiste non seulement à une corruption généralisée et institutionnalisée mais aussi à un retour de l'inflation à deux chiffres sans réelles perspectives de renversement de cette tendance.

➤ **Concevoir de nouveaux mécanismes d'allègement de la dette et de l'additionalité des emprunts extérieurs**

A ce niveau, il convient de faire appel à la responsabilité des bailleurs de fonds et à la concessionnalité des capitaux extérieurs octroyés à la Guinée. Les créanciers surtout multilatéraux devraient veiller à ce que les instruments de financement en vigueur correspondent à la capacité de remboursement du service de la dette du pays. Les ressources obtenues de l'Initiative PPTE devraient être entièrement utilisées dans les secteurs prioritaires de base à savoir l'éducation, la santé, l'infrastructure, la restructuration du cadre institutionnel et la gouvernance pour assurer une amélioration des conditions de vie de la population donc une croissance soutenable.

5.2 Conclusion

La fragilité de l'économie guinéenne et les problèmes d'endettement liés à sa très faible capacité de remboursement et à l'accumulation de la dette sont manifestes. Tous les facteurs mis ensemble, ce sont les investissements et le développement du capital humain qui constituent le moteur de la croissance alors que le pays profite peu de son ouverture commerciale et de la dépréciation de sa monnaie. Les coefficients des ratios d'endettement montrent qu'il existe un réel problème d'endettement lié à son emploi et à sa coordination. Ainsi, l'engagement à reconstruire la crédibilité est l'un des principaux défis du pays. Mais avec tous les atouts possibles dont dispose la Guinée, il suffit d'une gestion efficace et un renforcement des capacités institutionnelles ainsi que la bonne gouvernance pour permettre à ce pays de se hisser dans les prochaines années au niveau des pays proches du vrai décollage économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abrego, L. et Doris, R. (2001), *Debt Relief under The HIPC Initiative: Context and Outlook for Debt Sustainability and Resource Flow*. IMF Working paper 144. Washington.
- Banque Mondiale (2004), *Global Finance Development 2004* Washington.
- Banque Mondiale (2006), *World Bank Africa 2006*. Washington.
- Barro, R, J (1990), "Government spending in a simple model of endogenous growth", *Journal of Political Economy*, vol. 98, n°5, pp. 103-125.
- Barry E., and Portes R. (1986) Washington, "Debt and Default in the 1930: Causes and Consequences Ellipses". *European Economic Review*
« www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/1998-01.pdf »
- Berthélémy, J.-C., Girardin, E. 1991, " Les nouvelles stratégies d'allègement de la dette des pays en voie de développement", *Revue d'économie politique*, vol. 101(4), p.529-597.
- Borensztein, E. (1991), "Debt Overhang, Debt Reduction and Investment: the case of the Philippines", *Document de travail FMI n° WP/90/77, présenté dans Finances et Développement*, pp. 25-27.
- Cairnes, J.E (1874), *Some Leading Principles of Political Economy Newly Expounded* Londres.
- Camara, M. (2006), *l'évolution des 56 indicateurs de suivi-évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée* GTZ, MEF.
- Chenery, H.B. et Strout, A.S., (1966), "Foreign Assistance and Economic Development", *American Economic Review*, vol.56.
- Clemens et al. (2003) "External Debt, Public Investment and Growth in Low-incomes countries", *IMF, Working Paper*, WP/03/249.
- Cohen, Daniel (1995), "Large external debt and (slow) domestic growth: A theoretical analysis", *Journal of Economic Dynamics and Control*, 19, pp. 1141-1163.
- Desta, M. G. (2005), *External debt and economic growth in Ethiopia*. Mémoire DEA, IDEP Dakar.
- Direction Nationale du Plan (2005) *Modèle de Simulation Economique pour la Guinée*, Ministère du Plan.
- Dittus, P. (1989), "The budgetary dimension of the debt crisis in low-income sub-Saharan countries", *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, n°145, pp. 358-366.

- Elbadawi, I., Ndulu, B. et Ndung'u, N. (1997), *Debt Overhang and Economic Growth in Sub-Saharan Africa*, External Finance for Low-Income Countries, ed. Zubair Iqbal and Ravi Kanbur, FMI.
- FMI (2006), *Guinea: Poverty Reduction Strategy Second annual Progress Report*. Conakry
- Harrison, A. (1996), "Openness and Growth, A Time-series, Cross-Country Analysis for Developing Countries", *Journal of Development Economics*, vol. 48, n°2, pp.419-447.
- Keynes, J.M. (1972), *Essais sur la monnaie et l'économie*. Paris, Petite bibliothèque Payot
- Klein, T.M. (1994), "External debt Management", *World Bank Technical paper* N°245, Washington DC.
- Luca, R. (1986) "Adoptive Behaviour and economic theory" *Journal of Business University of Chicago Press* vol 59 (4) p.401.
- Mbanga, G. N. And Sikod, F. (2001), "The impact of debt and debt-service payments on investment in Cameroon." A final report to be presented at the AERC Biannual. Research Workshop a Nairobi, May 26 –31, 2001.
- Obadan, I. M (2004), *Foreign Capital Flows and External Deb; Perspectives on Nigeria*, and LDCs Group. Ibadan (Nigeria), National Centre for Economic Management and Administration (NCEMA).
- Ojo K.O. (1989) "Debt capacity model of Sub-Saharan African: Economic Issues and Perspectives" *Development Policy Review*, vol 7. Washington.
- Osei, B. (2002), *The Burden of debt service payment under structural adjustment* IMF, Washington D C.
- Patillo, C., Ricci, L. et Poirson, H. (2004), Washington : Dette Extérieure et Croissance Economique. *Document de travail du FMI* n°04/15.
- Patillo, C., Ricci, L. et Poirson, H. (2002), "External Debt and Growth", *IMF Working Paper* n° 02/ 69.
- Savvidès, A. (1995) "Economic Growth in Africa", *World Development*, vol. 23, 3, pp.449-458. *
- United Nations Statistics Division (2007), *National accounts Main Aggregates Database*, World Bank <<http://unstats.un.org/unsd/snaama/Introduction.asp>>. Accès le 10 février 2007.
- Uzochukwu, A. (2005), "Nigeria Public debt and economic growth: An Empirical Assessment of Effects on poverty" working paper.
- Wijeweer, A., Dollery, Br. et Palitta, P. (2005) " Economic growth and External Debt Servicing: A Cointegration Analysis of Sri Lanka, 1952 to 2002" *working paper series in Economics, University of new England- school of economic* N°2005-8.

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur

Dependent Variable: DTCPIBH				
Method: Least Squares				
Date: 03/21/07 Time: 19:56				
Sample (adjusted): 1974 2005				
Included observations: 32 after adjustments				
Variables	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-5.685039	3.420809	-1.661899	0.1121
DTCPIBH(-1)	-0.468138	0.235205	-1.990341	0.0604
DLSDEXP	-1.787650	0.027924	-0.490167	0.1387
DLTCPOP	0.988946	0.211383	0.485783	0.6324
LTXINV	6.727346	38.67033	0.225686	0.8234
DLTXINV(-1)	3.795120	8.607644	7.324725	0.0088
DLDCH(-1)	1.942259	1.569591	2.785017	0.0316
DOUV	3.210885	0.478352	0.440858	0.6640
DLDETEXP	-6.311990	11.38452	-3.679747	0.0089
DTXDMON	0.009013	0.051436	0.175224	0.8627
DUM	0.257261	2.219227	0.202157	0.8418
ECT1(-1)	-0.140775	0.131680	-4.287093	0.0128
ECT2(-1)	-0.095316	0.122737	-3.369208	0.0259
R-squared	0.789183	Mean dependent var		0.468750
Adjusted R-squared	0.749301	S.D. dependent var		4.723479
S.E. of regression	4.838514	Akaike info criterion		6.257379
Sum squared resid	49.63550	Schwarz criterion		6.761225
Log likelihood	-89.11806	F-statistic		5.854348
Durbin-Watson stat	2.180467	Prob(F-statistic)		0.00070

Source: Auteur utilisant Eviews 5.1

Annexe 2: Résultats des tests statistiques du modèle à correction d'erreurs

a) *Test de Corrélation des erreurs de Breusch-Godfrey*

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.669472	Prob. F(2,18)	0.423379
Obs*R-squared	1.089155	Prob. Chi-Square(2)	0.296658

c) *Test de Spécification de Ramsey*

Ramsey RESET Test:			
F-statistic	0.731110	Prob. F(2,18)	0.495132
Log likelihood ratio	2.499309	Prob. Chi-Square(2)	0.286604

b) *Test d'homocédasticité des erreurs*

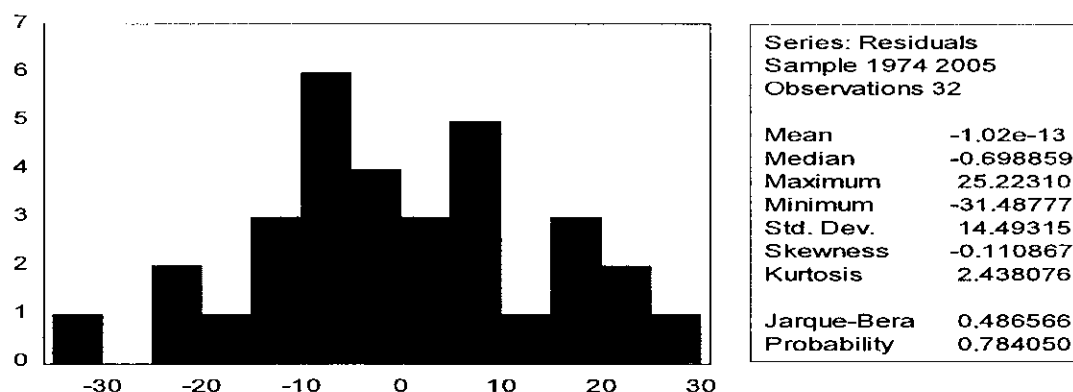
-Test de ARCH

ARCH Test:			
F-statistic	0.228445	Prob. F(1,29)	0.867237
Obs*R-squared	0.630377	Prob. Chi-Square(1)	0.861637

- Test de White

White Heteroskedasticity Test (no cross term)			
F-statistic	0.513962	Prob. F(25,6)	0.887535
Obs*R-squared	21.81381	Prob. Chi-Square(25)	0.646472

d) *Test de normalité des résidus*



Annexe 3: Portefeuille de financement en Guinée (en millions us\$)

	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Flux totaux	89	80	262	303	218	344	256	244	94	203	106
Flux officiels (inclus FMI)	83	33	198	320	209	310	259	192	84	201	106
Dette multilatérale (inclus FMI)	19	27	54	148	68	182	97	41	11	80	10
Dette bilatérale	62	-19	51	-63	-8	3	-10	-7	-39	-27	-43
Dons (hors assist. technique)	2	25	93	235	149	125	172	158	112	148	139
Flux privés	6	47	64	-17	9	34	-3	52	10	2	0
Marchés des capitaux intérieurs	6	46	46	-18	-15	17	-21	-11	0	0	0
Flux de dette	6	46	-18	-15	17	-21	-11	0	0	0	0
Crédits bancaires	6	46	-18	-15	17	-21	-11	0	0	0	0
Obligations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Flux d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IDE	0	1	18	1	24	17	18	63	10	2	0

Source : Rapport global finance (2003)

Annexe 4: Assistance de l'IDA au titre de l'IPPTE (en millions us\$)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2001-07	2008-15	Cumul 2000-24
Service dette avant assistance PPTE	20,3	21,6	22,3	23,7	24,8	26,2	28,7	29,6	33	35,2	38,4	25,3	38,1	481,6
Principal	12,7	14,1	15	16,4	17,7	19,2	21,8	22,9	26,5	21,9	32,3	18,2	32,4	386,4
Intérêts	7,6	7,5	7,4	7,3	7,1	7	6,8	6,7	6,5	6,3	6,1	7,1	5,7	95,2
Service dette après assistance PPTE	20,3	10,8	11,2	11,9	12,4	13,1	14,4	14,8	16,5	17,6	19,2	12,7	19,9	248,1
Principal	12,7	7,1	7,5	8,2	8,8	9,6	10,9	11,5	13,3	14,5	16,2	9,1	17	199,6
Intérêts	7,6	3,7	3,7	3,6	3,6	3,5	3,4	3,3	3,3	3,2	3	3,6	2,9	48,5
Epargne du service dette IDA	0	10,8	11,1	11,8	12,4	13,1	14,3	14,8	16,5	17,6	19,2	12,6	18,2	233,6
Principal	0	7	7,5	8,2	8,8	9,6	10,9	11,4	13,2	14,4	16,1	9,1	15,4	186,9
Intérêts	0	3,7	3,7	3,6	3,6	3,5	3,4	3,3	3,2	3,1	3	3,5	2,7	46,7
Epargne service dette due à l'IDA (%)	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	49,9	47,8	49

Source : Autorités guinéennes et staffs du FMI/BM (2003)

Annexe 5 : Evolution de la dette extérieure en million de dollars US

Années	Service dette	Encours dette	Total dette ext.
1972	19.6	610.7	514.1
1974	27.5	876.6	743.6
1976	38.1	1 032.2	824.1
1978	72.6	1 283.8	1 040.1
1980	109.3	1 545.6	1 133.5
1982	88.9	1 576.7	1 365.6
1984	110.3	1 691.7	1 256.2
1986	71.7	2 472.6	1 764.1
1988	127	3 035.1	2 265.7
1990	168.6	3 436.8	2 476.2
1992	87	3 462.4	2 633.6
1994	96.8	3 507.7	3 109.8
1996	113.5	3 612.8	3 240.3
1998	159.1	3 545.9	3 376
2000	155	3 387.9	3 516.02
2002	125	3 400.9	3 364
2004	171.8	3 218	3 261.2

Source : World Development Indicators (2006)